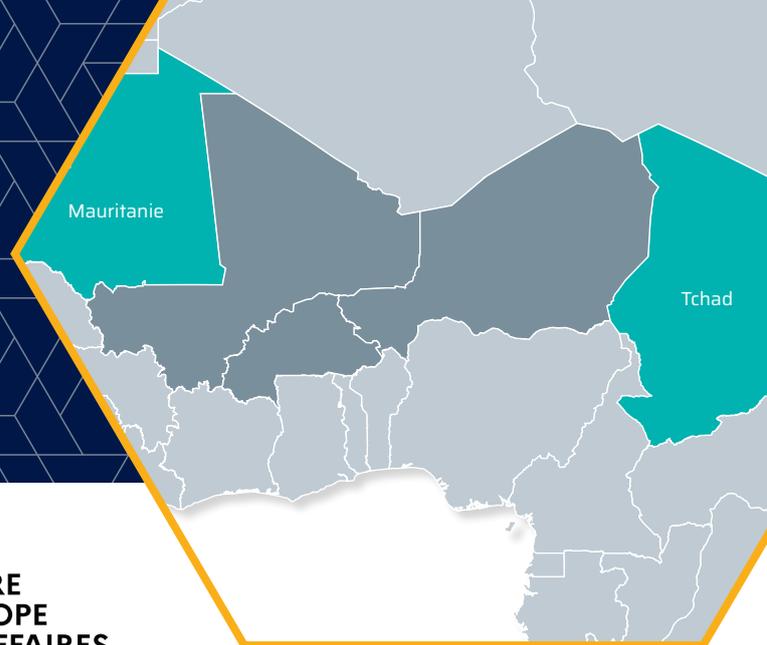


DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Renforcement du contrôle financier dans le secteur de la sécurité du G5 Sahel

Extension du projet DCAF Sahel à la Mauritanie et au Tchad grâce au financement du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de la République française. Mars 2021 - Décembre 2022

Le contrôle financier dans le secteur de la sécurité est un outil permettant de garantir que les fonds publics alloués par les Etats du G5 Sahel à la sécurité des citoyens sont utilisés de manière transparente et responsable.

Contexte

Au Sahel, la question de la responsabilité et de la redevabilité des prestataires de services en matière de sécurité et de justice est centrale pour répondre aux besoins en sécurité des citoyens. La mauvaise gestion des ressources et des dépenses en matière de sécurité et de défense contribue au sentiment d'insécurité et à la méfiance des populations envers les services de l'Etat.

En **Mauritanie**, le secteur de la sécurité échappe aux réformes du secteur public. Le pays consacre pourtant 2,8% du PIB à la sécurité et à la défense, soit un peu plus de 10% du budget de l'Etat et un ratio de dépenses militaires par habitant des plus élevé de la région. La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) pour 2016–2030 publiée en 2017 et approuvée par le Conseil des Ministres en janvier 2018 et par le Parlement en avril 2018 consacre son troisième pilier à l'amélioration de la gouvernance par le renforcement de la transparence de la responsabilisation. Bien que la Mauritanie bénéficie d'une stabilité et d'un appareil de sécurité relativement

Qu'est-ce que le contrôle financier dans le secteur de la sécurité ?

Un contrôle financier efficace, transparent et responsable permet de garantir que :

- Les institutions de contrôle formelles (gouvernement, Parlement, Institutions supérieures de contrôle (ISC)) et informelles (organisations de la société civile (OSC), médias, groupes de réflexion (« think tanks »)) surveillent de manière méthodique l'usage que font les forces armées et de sécurité des fonds publics mis à leur disposition ;
- Les parlements, les autorités judiciaires et les institutions de contrôle identifient, enquêtent et remédient aux atteintes faites par les institutions de défense et de sécurité aux lois, réglementations et politiques de responsabilité financière ;
- Des procédures administratives ou poursuites pénales soient rigoureusement menées à l'encontre de membres des institutions de défense et de sécurité soupçonnés de faits de corruption ;
- La société civile et les centres universitaires mènent des débats publics et inclusifs relatifs à l'évaluation et la prévision des dépenses de l'État.

(Handbook: Strengthening Financial Oversight in the Security Sector. DCAF)

performant, la modernisation des instruments de gouvernance des secteurs de la défense et de la sécurité représente un défi majeur. La pérennité du « modèle mauritanien » est liée à son institutionnalisation et à l'intégration de procédés de contrôle et de supervision efficaces.

Au **Tchad**, la mise en œuvre du projet intervient dans un contexte de transition politico-militaire (avril 2021). A l'issue du premier Conseil des Ministres du Gouvernement de transition, le Président de transition a insisté sur « l'impérieuse nécessité de la bonne gouvernance et de la gestion saine des ressources de l'Etat, le pays étant confronté à plusieurs chocs : économique, sécuritaire, sanitaire et humanitaire ».

Si la réforme du secteur de la sécurité n'est jusque-là pas formellement inscrite à l'agenda de la Transition, le rappel de la nécessité d'une gestion « saine » des ressources, y compris celles des secteurs de la défense et de la sécurité qui représentent une large part des dépenses publiques, est un signe positif d'intérêt pour une gouvernance efficace et inclusive.

Avec 30 à 40% du budget de l'Etat consacré à la sécurité et à la défense, le Tchad est un des pays les plus militarisés d'Afrique.²

Stratégie d'Intervention

Ce projet vient compléter les actions entreprises au Burkina Faso, au Mali et au Niger dans le cadre du Programme « Gouvernance du secteur de la sécurité au Sahel » (2019–2021) financé par le Danemark, dont l'objectif principal est de renforcer le contrôle et la surveillance démocratique du secteur de la sécurité dans les trois pays.

Le DCAF a organisé une Conférence Régionale sur les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources dans le secteur de la défense et de la sécurité au Sahel (financée par le Danemark), à Bamako, au Mali, les 17 et 18 mars 2021. Dans la lignée de cette conférence, le présent projet, sur le financement du Ministère de l'Europe et des Affaires

1. 2019 data: Military expenditure (% of GDP) - Mauritania | Data (worldbank.org)

2. The challenges of the Chadian army | Crisis Group 2021

Etrangères français, vise à renforcer les capacités de contrôle financier interne et externe du secteur de la sécurité, opérées par les institutions mauritaniennes et tchadiennes.

Le projet sera mis en œuvre en collaboration étroite avec les structures nationales et régionales mandatées pour coordonner et superviser le contrôle financier dans le secteur de la sécurité des pays du G5 Sahel (Secrétariat du G5 Sahel, le Collège de défense, ect...) et en coordination avec les partenaires techniques et financier impliqués dans le domaine du contrôle financier dans le secteur de la sécurité (par exemple : l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Transparency International, Konrad Adenauer Stiftung, International Budget Partnership).

Ce projet contribue à la réalisation du Cadre d'orientation sur la réforme de la sécurité de l'Union Africaine (2013) et à la réalisation de l'Objectif de développement Durable (ODD) N°16 des Nations Unies « paix, justice et institutions efficaces » qui promeut l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, l'accès de tous à la justice et la mise en place, à tous les niveaux, d'institutions efficaces, responsables et ouvertes.

Cadre d'intervention

Activité 1 :

→ Evaluation et analyse du contexte et des acteurs intervenant dans le contrôle financier du secteur de la sécurité en Mauritanie et au Tchad.

Activité 2:

→ Sessions d'échanges et de mobilisation des institutions formelles et informelles du contrôle financier du secteur de la sécurité.

Activité 3:

→ Participation de représentants des cinq (5) Etats à une conférence régionale annuelle de partage d'expérience sur le contrôle financier du secteur de la sécurité.

Activité 4:

→ Formation et renforcement des capacités des acteurs de contrôle financier dans le secteur de la sécurité.

Contacts:

Oswald PADONOU, Consultant, Expert en Réforme du secteur de la sécurité: o.padonou@dcaf.ch

Solène BERTHELIER, Chargée de projet: s.berthelier@dcaf.ch

Apolline GAGLIARDI, Chargée de programme: a.gagliardi@dcaf.ch

africa.programme@dcaf.ch

✉ info@dcaf.ch

🐦 @DCAF_Geneva

www.dcaf.ch